

## Interview de Sylvain Urfer - « Revenir à un Etat de droit »

Dernières Nouvelles d'Alsace – 22/02/14



Le père jésuite Sylvain Urfer: «Madagascar vit une mutation sociale sans précédent.» Photo DNA - Laurent Habersetzer

**Membre fondateur du SeFaFi, l'observatoire de la vie publique, le père jésuite Sylvain Urfer, natif de Mulhouse et en poste à Madagascar depuis 1974, évoque la récente élection présidentielle. Il avait été expulsé en 2007 après avoir dénoncé la corruption du régime.**

- Après cinq années de crise politique, des élections censées marquer le retour à l'ordre constitutionnel ont eu lieu le 20 décembre 2013. Et c'est Hery Rajaonarimampianina, poulain du chef de l'Etat sortant, M. Rajoelina, qui a été élu.

- C'est un expert-comptable de formation qui a fait des études d'économie aux Etats-Unis. Il a été choisi comme ministre des Finances dès 2009. Il est resté très technocrate et relativement neutre au point qu'il a eu les félicitations du FMI et de la Banque Mondiale pour sa gestion de l'économie durant la transition alors même que le pays était privé de financements extérieurs. L'inflation n'a jamais dépassé les 10 % alors qu'auparavant elle flirtait avec les 20 à 30 %. Le taux de change a été quasiment maintenu au même niveau alors que sous Ravalomanana on a fait deux fois la culbute. Tous les fonctionnaires ont été payés, les dettes honorées...

**«Eldorado minier»**

- C'est l'homme de la situation ?

- Il semble qu'il ait été à l'écart des trafics durant la transition. Je pense qu'on peut lui faire confiance. Tout en étant marqué "Rajoelina", il refuse le retour au système antérieur. De ce point de vue là, c'est une bonne affaire pour le pays.

- Quels sont les chantiers prioritaires pour le gouvernement ?

- Quand il y a rupture de la légitimité, ce qui fut le cas en 1972 avec Tsiranana, en 1992 et en 2001 avec Ratsiraka, en 2009 avec Ravalomanana, les gens se sentent libérés de l'obligation d'être citoyens. Dès lors, on s'installe tranquillement dans l'anarchie, celle de la société traditionnelle, organisée par la coutume. Le pouvoir légal n'a plus de prise. La situation s'aggrave quand cela dure et que cela va de pair avec un problème économique.

Pour rétablir la légitimité du gouvernement, il faut revenir à un Etat de droit. La sécurité s'est délitée. Il faut la rétablir dans les villes bien que la situation ne soit pas pire qu'à Nairobi ou Kinshasa. Et il y a un effort de relance économique à faire.

- Comment cela ?

- La solution de facilité est de faire revenir les zones franches. Or c'est un système d'esclavage. Les gens sont payés à 30/40 euros par mois pour travailler 12 heures par jour. Il faut des investissements sains, qui respectent davantage les fonctions sociales de l'emploi et qui se fassent en dehors des circuits traditionnels européens.

Madagascar est un eldorado minier avec du fer, des terres rares, des pierres semi-précieuses, de l'or... Et la Chine le sait. Quand elle propose un contrat, elle a tout : le financement, l'usine, la garantie de l'Etat, la main-d'œuvre en partie importée. Ils sont plus opérationnels.

Il faut juste établir un nouveau rapport de force et un certain nationalisme doit jouer, un peu comme en Amérique du sud. C'est une forme de chantage mais il s'agit de leurs ressources naturelles.

Nous, au Sefafi, nous demandons la remise à plat de tous les contrats. Notamment ceux de Sheritt et Rio Tinto. Le premier porte le projet Ambatovy qui fera de Madagascar le deuxième producteur mondial de nickel ; le second exploite l'ilménite dans le sud, à proximité de Fort-Dauphin. Ce sont des investissements de plusieurs milliards de dollars. On ne connaît rien des contrats passés sous la présidence de Ravalomanana. On sait que le droit d'entrée est de 100 millions de dollars. Mais où est passé cet argent ?

- Dans votre dernier ouvrage, Madagascar, une culture en péril ? , vous dites que les racines de la crise que traverse la société sont à chercher dans ses valeurs traditionnelles...

- Le pays vit une mutation sociale sans précédent ; il passe d'une société traditionnelle à une société plus moderne, ouverte. Un processus de décomposition, nécessaire, est parti et rien ne l'arrêtera. Car si les rigidités sociales ne se décomposent pas, aucun changement n'est possible. Cela secrète l'intégrisme culturel qui prône le retour de la monarchie. Il faut travailler sur les mentalités, accepter que cette décomposition sociale se fasse et accompagner le changement.

Propos recueillis par Nicolas Roquejeoffre

Source : <http://www.dna.fr/politique/2014/02/22/revenir-a-un-etat-de-droit>